

Programme Néhémie et son rôle dans la Pacification Intercommunautaire au Nord-Kivu : Cas du Territoire de Nyiragongo

MAISHA MASANGA Félicien *

Résumé

L'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est le théâtre de violences et de conflits armés multiformes depuis plusieurs décennies. Cette situation a occasionné une instabilité chronique au sein des communautés locales, qui ont parfois adopté une posture de belligérance et de confrontation intercommunautaire. Cet article explore le rôle du programme « Néhémie » dans la promotion de la paix et le relèvement communautaire dans ce contexte d'instabilité quasi permanente. Regroupant les leaders locaux de villages affectés par les conflits armés dans le territoire de Nyiragongo, cette initiative a été accompagnée par HEAL Africa, une organisation à assise communautaire opérant dans l'Est de la RDC. S'appuyant sur une étude ethnographique de 16 mois, les données ont été collectées par observation participante, entretiens approfondis, groupes de discussion et entrevues avec des informateurs clés, notamment des leaders communautaires locaux. L'objectif était de comprendre le rôle des comités Néhémie dans la recherche de la paix, ainsi que dans la promotion de la santé et de la cohésion au sein des ménages. Au sein de ces communautés majoritairement constituées de déplacés internes, l'initiative Néhémie est devenue un réel moteur de coexistence pacifique, de promotion de la tolérance, d'entraide, de réconciliation, mais aussi de prévention des conflits par le dialogue communautaire et la réintégration des personnes marginalisées. Enfin, le programme Néhémie a contribué à faire évoluer positivement l'image de l'homme qui, autrefois assimilé uniquement à un acteur de violence, et qui désormais, grâce à ce programme est perçu comme un promoteur d'actions pacifiques, de cohésion et de développement communautaire.

Mots-clés : *Comité Néhémie, Conflits armés, Dialogue et paix, Réconciliation, Initiative communautaire.*

* Professeur Associé, Enseignant à l'Université de Goma. E-mail : maifel12@gmail.com, felicienmaisha@unigom.ac.cd.

Abstract

Eastern Democratic Republic of Congo (DRC) has been plagued by multifaceted violence and armed conflict for decades. This situation has led to instability within local communities, which have sometimes adopted a belligerent stance and engaged in intercommunal confrontation. This article explores the role of the 'Nehemiah' program in promoting peace and community recovery within a context of near-permanent instability. Bringing together local leaders from villages affected by armed conflict in the Nyiragongo territory, the initiative was supported by HEAL Africa, a community-based organization operating in eastern DRC. Through a 16-month ethnographic study, data were collected using participant observation, in-depth interviews, focus groups discussion, and key informant interviews with local community leaders, to understand the role of the Nehemiah Committees in peacebuilding and the promotion of health and cohesion within households. In these predominantly internally displaced communities, the Nehemiah Initiative had become a driving force for peaceful coexistence, the promotion of tolerance, community support, and reconciliation, as well as for conflict prevention through community dialogue and the reintegration of marginalized individuals into local communities. The Nehemiah program also contributed to a positive shift in the public image of men, seen as a perpetrator of violence but who could be seen as a promoter of peaceful actions, cohesion, and community development.

Keywords: *Nehemiah Committee, Armed conflict, Dialogue and peace, Reconciliation, Community initiative.*

I. Introduction

Depuis plus de deux décennies, l'Est de la RDC est la cible de conflits interminables qui entretiennent une instabilité ternissant l'image de la région, au point que cette situation a parfois été qualifiée de « stable » par certains auteurs (Verweijen, 2016), en raison de son caractère quasi permanent, assimilé par la force des choses à un mode de vie. De ce fait, les populations de certains milieux, particulièrement ruraux, sont en déplacement permanent,

fuyant les zones les plus affectées vers des espaces moins touchés par les affrontements armés. Les jeunes adultes de la région sont nés dans la guerre, ont été élevés dans l'atmosphère des conflits armés et se trouvent aujourd'hui en pleine vie adulte alors que la situation sécuritaire est demeurée inchangée.

Dans cette région, cohabitent divers groupes armés, parmi lesquels des milices locales et des rébellions étrangères. C'est le cas des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), présentes dans la région depuis le lendemain du génocide du Rwanda en 1994. Plus récemment, un autre groupe, constitué essentiellement d'anciens rebelles ougandais — les Forces démocratiques alliées (ADF) —, s'est illustré par des exactions majeures, principalement dans l'extrême nord de la province du Nord-Kivu, autour de la ville de Beni, où des massacres sont régulièrement perpétrés contre les populations civiles. Les milices locales, quant à elles, ont une assise essentiellement tribale ; elles profitent de la faiblesse des institutions étatiques et de la quasi-absence des forces de sécurité pour opérer librement et infliger aux communautés locales des violences atroces, telles que le pillage des ressources naturelles, l'enlèvement (*abduction*) des jeunes et les violences sexuelles. Le phénomène des viols sur les femmes constitue un problème d'une extrême gravité, cette pratique étant instrumentalisée par ces bandes armées. Plusieurs auteurs l'ont ainsi théorisée comme une véritable arme de guerre (Mukwege & Nangini, 2009 ; Mer & Flicourt, 2015).

La plupart des violences à l'Est de la RDC, à l'instar d'autres contextes de crise, ciblent les personnes les plus vulnérables, au premier rang desquelles figurent les femmes et les enfants. Leurs auteurs présumés sont majoritairement des hommes, notamment des jeunes recrutés comme combattants par les groupes armés, alimentant ainsi le phénomène des « enfants soldats » largement documenté dans la région. Par conséquent, l'image de l'homme dans la région s'est considérablement détériorée, lui associant systématiquement le statut d'auteur ou de vecteur de la violence communautaire (que ce soit en tant que seigneur de guerre, membre d'une milice armée, enfant soldat ou collaborateur des groupes armés).

Cette perception négative des hommes aurait été renforcée par l'action des organisations non gouvernementales et des agences humanitaires. Durant de nombreuses années, ces

institutions ont focalisé la majeure partie de leurs programmes d'aide sur les femmes et les enfants, excluant de fait les hommes des dispositifs de prise en charge.

Cependant, avec le temps, certaines organisations ont conçu des modes d'intervention plus inclusifs, intégrant une approche transversale du genre. C'est le cas de l'organisation HEAL Africa qui, en collaboration avec les communautés locales, a mis en place une stratégie de réduction des conflits et de pacification au sein des paysanneries les plus affectées. Cette initiative implique activement les hommes en tant qu'acteurs de paix et promoteurs du développement local, à travers un programme dénommé « Néhémie ».

Le modèle des comités Néhémie s'inspire directement de la figure biblique éponyme, un leader hébreu présenté comme le principal artisan de la reconstruction des murailles de Jérusalem, détruites lors de la déportation à Babylone entre 597 et 582 av. J.-C.

Cet article s'appuie sur les données empiriques issues de mon projet de recherche doctorale, mené dans le territoire de Nyiragongo entre 2018 et 2019. Ce projet explorait initialement le rôle des hommes dans la prise en charge de la santé maternelle (grossesse et accouchement) au sein d'un environnement dominé par les conflits armés et leurs corollaires.

La présence de groupes armés dans plusieurs localités constitue le marqueur majeur de la faiblesse des institutions incarnant l'autorité de l'État, telles que la police, l'armée et les cours et tribunaux. Ces institutions étatiques font d'ailleurs face à l'hostilité de ces groupes armés, qui perçoivent leur présence comme une entrave à leurs activités. Fort malheureusement, là où ces services publics subsistent, ils se livrent parfois à des pratiques de corruption et d'extorsion de fonds aux dépens des populations civiles, s'apparentant ainsi à des logiques de prédation (Rosenblum, 1990).

C'est pour cette raison que les masses paysannes ressentent le besoin de s'auto-organiser afin de pallier les défis majeurs auxquels elles sont confrontées, à l'instar de l'absence d'instances judiciaires fiables capables d'arbitrer les litiges au niveau communautaire. L'existence d'un climat d'hostilité entre les communautés est par ailleurs exacerbée par la présence de milices

tribales rivales qui véhiculent des discours d'intolérance intercommunautaire, pérennisant ainsi un état de méfiance mutuelle générateur de conflits, en particulier de nature armée (Vlassenroot & Raeymaekers, 2009).

Dans ce contexte, l'organisation HEAL Africa a facilité le regroupement de leaders communautaires au sein des zones rurales les plus touchées par la guerre dans la province du Nord-Kivu. Cette initiative, baptisée « comités Néhémie », a été mise en place après une série de consultations menées auprès des leaders locaux dans les villages affectés par les conflits armés. L'objectif était de les mobiliser pour qu'ils jouent un rôle proactif dans la résolution des différends locaux, la promotion d'une culture de la paix et l'initiation d'activités de développement communautaire. Les acteurs paysans devaient ainsi travailler de manière autonome pour répondre aux besoins élémentaires de leurs communautés, suppléant de ce fait aux multiples défaillances de l'État congolais, fragilisé par des années d'instabilité politique, de conflits armés et de crise de gouvernance (Aembe & Dijkzeul, 2019).

Le pays a en effet subi des rébellions et des insurrections armées cycliques, souvent soutenues par des pays voisins (Kabaka, 2016 ; Vlassenroot, 2003), qui maintiennent les milieux ruraux et périurbains dans une insécurité chronique, les isolant parfois du reste du territoire national.

Face à l'émergence du phénomène des violences sexuelles et à l'instrumentalisation du viol comme stratégie militaire (Douma *et al.*, 2016), HEAL Africa a centré ses efforts sur l'accompagnement des communautés les plus affectées, en particulier celles confrontées quotidiennement à ces violences de genre. C'est ainsi qu'est née l'idée de collaborer avec les dynamiques paysannes pour les aider à prendre en main leur propre destin à travers la mobilisation de leurs leaders. Le premier comité Néhémie a ainsi été installé au cours de l'année 2005. L'initiative, bien qu'impulsée par un acteur exogène au départ, a trouvé un écho favorable auprès des paysans qui étaient déjà structurés en petits réseaux de solidarité pour faire face à un environnement complexe, incertain et marqué par de fréquents revirements sécuritaires.

Les comités Néhémie sont nés d'un double constat : d'une part, la défaillance des organes régaliens de l'État censés garantir la sécurité et la protection des populations et, d'autre part, la rareté des initiatives locales de pacification et de cohésion sociale. Cette même carence a favorisé l'émergence d'un activisme accru d'autres organisations de la société civile, particulièrement à l'Est du pays, pour répondre aux besoins vitaux des communautés locales.

Dans cette optique, les grandes institutions religieuses ont, par exemple, instauré leurs propres mécanismes de règlement des litiges afin de contourner le système judiciaire officiel, perçu comme inefficace et corrompu. L'Église catholique dispose ainsi d'instances structurées chargées de résoudre les différends entre fidèles, encourageant ces derniers à privilégier l'arbitrage ecclésial au détriment du système judiciaire étatique. De même, d'autres confessions, notamment protestantes, se sont dotées d'organes d'administration de la justice, de réconciliation et de médiation des conflits complexes. C'est dans cette même dynamique que s'inscrivent les comités Néhémie, à la seule différence qu'ils possèdent une identité œcuménique et pluraliste, réunissant des leaders issus de diverses confessions et dénominations.

Un comité Néhémie est ainsi constitué essentiellement de leaders religieux représentatifs de l'ensemble des croyances présentes dans sa zone d'implantation (voir Mihanda *et al.*, 2013). Ces comités associent des pasteurs protestants, des responsables catholiques, des imams et d'autres dignitaires religieux, aux côtés de responsables d'organisations paysannes de divers horizons. Le comité Néhémie se définit comme un collectif apolitique, indépendant et dépourvu de personnalité juridique formelle (D'Errico *et al.*, 2010).

Les objectifs d'un comité Néhémie sont doubles. Le premier réside dans l'identification et l'analyse des problèmes locaux au sein d'une communauté spécifique, afin de proposer des pistes de solution endogènes, adaptées et à moindre coût. Le second objectif consiste à initier de micro-projets de développement communautaire visant à renforcer l'autonomie socio-économique des ménages ainsi que leurs capacités de résilience face aux défis sanitaires, sécuritaires et éducatifs.

Le présent article s'inscrit dans le prolongement de la discussion théorique relative aux « raisons d'agir » individuelles ou collectives (Lebaron & Mauger, 1999 ; Bajoit, 2010), un débat qui cherche à élucider les déterminants de l'action sociale. La question centrale de cette étude est de savoir si les membres des comités Néhémie agissent en tant qu'acteurs dotés d'un libre arbitre (*agency*) propre, prenant des décisions rationnelles pour répondre aux besoins de leur communauté, ou s'ils se positionnent comme de simples instruments manipulés par des forces extérieures ayant des intérêts convergents dans la zone.

Enfin, il s'agit d'évaluer dans quelle mesure les activités des comités Néhémie ont contribué à la restauration de la paix et à l'atténuation des violences armées endémiques et sexuelles au sein des communautés du territoire de Nyiragongo, situé au nord de la ville de Goma. L'objectif principal de la présente étude est de chercher à comprendre l'apport et l'importance des comités Néhémie dans ce territoire marqué par des décennies de conflits armés et d'instabilité sociale qui marque d'ailleurs l'Est de la RDC.

L'étude est guidée par la question suivante : *quel est le rôle des comités Néhémie dans la promotion des initiatives de paix, le dialogue intercommunautaire et le vivre-ensemble ?* Nous sommes partis de l'hypothèse selon laquelle les comités Néhémie constitueraient un instrument endogène et d'accompagnement essentiel pour les communautés locales de Nyiragongo dans leurs dynamiques de pacification et de cohésion sociale.

II. Méthodologie

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche plus vaste consacré aux masculinités et aux rôles des hommes dans la promotion de la santé de la femme et de l'enfant à l'Est de la RDC, particulièrement dans la ville de Goma et le territoire de Nyiragongo. Ce dernier est situé au pied du volcan actif éponyme qui surplombe la ville au nord. Bien que le programme Néhémie soit opérationnel dans plusieurs territoires des provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Maniema, les données mobilisées dans cet article ont été collectées exclusivement dans le territoire de Nyiragongo, plus précisément au sein de trois groupements ruraux : Kanyarutshinya, Kibumba et Munigi. L'accès au terrain a été facilité

par un agent de HEAL Africa qui, grâce à sa maîtrise de la cartographie de ces structures communautaires, a pu orienter le chercheur. Pour des raisons d'éthique et de neutralité scientifique, cet intermédiaire n'a aucunement interféré dans le processus de collecte proprement dit. Cette recherche a été menée dans le strict respect des normes éthiques appliquées en Sciences Sociales. Un consentement oral libre et éclairé a systématiquement été obtenu auprès de chaque participant avant toute inclusion, tous étant âgés d'au moins 18 ans. Cette recherche repose sur une approche essentiellement qualitative et adopte une démarche ethnographique centrée sur les hommes leaders communautaires du territoire de Nyiragongo. Afin de garantir un équilibre des genres et de tenir compte de l'évolution de ces comités — initialement masculins mais intégrant désormais une composante féminine —, plusieurs femmes liées d'une manière ou d'une autre à ces leaders (collaboratrices, épouses, proches) ont également été incluses dans l'échantillon. De plus, pour approfondir certaines thématiques abordées avec les hommes, il s'est avéré indispensable de croiser les regards avec les femmes. Cette démarche de triangulation a permis de clarifier, d'enrichir ou de nuancer des points sur lesquels les répondants masculins s'étaient montrés réticents ou évasifs, souvent pour des motifs d'ordre culturel. La collecte des données empiriques s'est appuyée sur les méthodes suivantes :

1. Observation ethnographique participante

L'observation ethnographique participante constitue une méthode privilégiée pour collecter des données qualitatives denses et contextualisées. Observer les acteurs dans leurs routines quotidiennes permet d'appréhender le contexte socio-culturel, de mettre au jour des dynamiques informelles et d'éclairer des zones d'ombre soulevées lors des entretiens. Cette posture méthodologique aide le chercheur à déceler d'éventuelles contradictions entre les discours recueillis en entretien et les pratiques effectives observées sur le terrain (Heller, 2018). L'observation participante s'avère ainsi être un outil d'objectivation indispensable, permettant de dépasser les simples déclarations des individus, lesquelles peuvent être orientées par des enjeux de désirabilité sociale ou d'intérêts personnels. À Kanyarutshinya, Kibumba et Munigi, j'ai pris part aux activités associant les hommes et les femmes au sein de leurs groupements respectifs. Je me suis particulièrement intéressé aux réunions des

comités Néhémie, aux séances de médiation familiale, aux visites de plaidoyer menées auprès des autorités administratives et coutumières, ainsi qu'aux événements communautaires d'intérêt collectif, tels que les travaux hebdomadaires dans les champs communautaires dédiés à la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles.

2. Les groupes de discussion (Focus Groups)

Le groupe de discussion est une technique majeure en recherche qualitative. Il permet de réunir un panel restreint d'acteurs pour susciter une dynamique de débat et d'interaction entre des personnes partageant un ancrage commun, favorisant ainsi l'émergence d'informations collectives sur un sujet spécifique. Le chercheur y endosse un rôle de facilitateur, s'appuyant sur un guide d'entretien semi-directif afin de canaliser les échanges tout en les maintenant focalisés sur les objectifs de la recherche. Dans chaque groupement ciblé par cette étude, j'ai organisé successivement deux groupes de discussion : le premier avec le comité Néhémie local, et le second avec des hommes et des femmes de la communauté non membres de la structure. Chaque focus group réunissait des habitants du village âgé d'au moins 18 ans et comptait entre 7 et 10 participants, sélectionnés selon des critères de représentativité et de disponibilité. Les discussions ont porté sur les perceptions locales du rôle du comité Néhémie, son impact et son implication dans la résolution des problèmes quotidiens des paysans.

3. Entretiens avec les informateurs clés

Les informateurs clés sont des personnes ressources identifiées pour leur expertise, leur statut ou leur expérience vécue. Ils disposent de connaissances approfondies permettant d'éclairer un phénomène social et de clarifier certains enjeux institutionnels ou culturels avec plus de précision qu'un membre ordinaire de la communauté. Dans les trois villages étudiés, j'ai sélectionné des informateurs clés parmi des leaders locaux non impliqués directement dans les activités du comité Néhémie : des directeurs d'écoles, des responsables de structures de santé, des chefs coutumiers ainsi que des dirigeants de divers mouvements associatifs. De plus, j'ai interrogé des cadres (anciens et actuels) des projets communautaires de HEAL

Africa ayant assuré la supervision des différents comités Néhémie sur le terrain. Au total, 18 entretiens approfondis ont été conduits, dont 15 dans le territoire de Nyiragongo et trois auprès des superviseurs de HEAL Africa à Goma.

4. Entretiens individuels approfondis

Des entretiens individuels approfondis ont été conduits avec certains membres des comités Néhémie afin d'aborder de manière exhaustive les dynamiques spécifiques à leurs structures. Mené en tête-à-tête, l'entretien approfondi offre un espace de parole sécurisé, propice à l'expression de thématiques sensibles ou personnelles. Cette méthode est souvent privilégiée face aux groupes de discussion en raison de son caractère confidentiel, qui sécurise le participant et l'encourage à s'exprimer librement. Par ailleurs, l'articulation séquentielle de ces deux outils — l'entretien individuel intervenant dans un second temps — offre l'opportunité de clarifier des points restés nébuleux lors des focus groups. Au cours de cette recherche, cette approche a permis de faire émerger des éléments passés sous silence en groupe, les participants ayant pu aborder des sujets considérés comme tabous sans la crainte d'éveiller des sensibilités locales. Au total, 12 entretiens approfondis ont été menés dans les trois villages cibles, sur la base d'un guide d'entretien semi-directif élaboré à cet effet.

5. L'analyse documentaire

Cette étude s'appuie également sur une analyse documentaire à partir du matériel d'archives produit par les comités Néhémie. Le corpus textuel analysé comprend les rapports d'activités périodiques transmis à l'organisation de suivi HEAL Africa, ainsi que les procès-verbaux de médiation de conflits communautaires rédigés lors des différentes séances d'arbitrage. Ces documents officiels ont été exploités comme des traces matérielles et des indicateurs fiables des pratiques effectives au sein de chaque comité.

III. Résultats

Les données empiriques de cette recherche étant de nature qualitative, nous avons procédé à une analyse de contenu suivant une approche thématique. Les codes ont été générés

manuellement, puis regroupés en catégories, permettant finalement de dégager cinq thèmes principaux. Le premier d'entre eux est analysé ci-dessous.

1. Le comité Néhémie comme moteur du dialogue pour la paix au sein de la communauté

Au cours de nos investigations auprès des membres des comités Néhémie, l'expression « dialogue pour la paix » s'est révélée être un leitmotiv. Les acteurs interrogés s'accordent à dire que l'absence d'espaces de concertation inclusive est à l'origine de la majeure partie des différends locaux, y compris des dynamiques macro-politiques de conflits armés qui endeuillent la région. Dans la pratique, ce dialogue est structuré et promu à deux niveaux distincts :

- **À l'échelle micro-locale (le noyau familial) :** Les comités ont identifié que plusieurs menaces pesant sur la cohésion interne des ménages découlent d'un déficit de communication ou de l'usage d'une rhétorique violente et asymétrique. Ce constat émerge des séances d'animation communautaire trimestrielles, au cours desquelles les chefs de ménages sont invités à cartographier la nature et les causes des tensions domestiques. Face à la prédominance de ces ruptures de dialogue, l'action du comité Néhémie consiste à promouvoir une communication horizontale et pacifiée au sein des couples et entre parents et enfants. Une attention prioritaire est accordée aux structures familiales vulnérables, notamment les ménages dirigés par des enfants ou monoparentaux.
- **À l'échelle communautaire (le groupement ou le village) :** Des cadres de dialogue intercommunautaire sont institués de manière ponctuelle en fonction des indicateurs de conflictualité relevés sur le terrain. Les comités ont observé que la plupart des litiges possèdent des ramifications qui dépassent les frontières villageoises. Ces tensions se cristallisent principalement autour des problématiques d'accès à la terre, de délimitation des espaces arables et des conflits d'usage récurrents entre agriculteurs et petits éleveurs (Brabant & Nzweve, 2013 ; Vinckel, 2016).

La rareté croissante des terres disponibles, exacerbée par l'accaparement foncier au profit de grands domaines et la réduction drastique des pâturages, alimente une insécurité foncière chronique (Mushagalusa, 2013). Le dialogue permanent s'avère alors être l'unique alternative pour réguler la cohabitation entre ces deux modes de subsistance concurrents.

Par ailleurs, un autre volet de ces concertations communautaires concerne les stratégies de résilience face aux incursions de groupes armés, qui ciblent fréquemment le bétail et pillent les récoltes des paysans (Pottek, 2018). Ces dialogues débouchent généralement sur la rédaction de notes de plaidoyer adressées aux échelons supérieurs de l'administration publique et territoriale (Vircoulon & Liégeois, 2012), ou, dans les cas de réussite locale, sur la signature de procès-verbaux de réconciliation scellant des compromis économiques durables entre groupes professionnels rivaux.

Au-delà de la médiation, le comité Néhémie s'investit activement dans la lutte contre la délinquance juvénile et le recrutement des jeunes par les forces négatives. Le territoire de Nyiragongo, qui abrite notre zone d'étude, est adjacent au Parc National des Virunga, un espace caractérisé par une forte porosité sécuritaire et un activisme intense des groupes armés. Cette vulnérabilité géographique a été tragiquement illustrée par l'embuscade meurtrière de février 2021, au cours de laquelle l'ambassadeur d'Italie en RDC, Luca Attanasio, a perdu la vie. Ces bandes armées instrumentalisent l'insécurité routière à des fins de rançonnement et de sabotage politique (Hendriks & Büscher, 2019).

Nos observations et entretiens indiquent que les auteurs d'actes de banditisme sur la Route Nationale 2 (reliant Goma au Grand Nord de la province) sont souvent des jeunes issus des communautés locales. Précipités dans la précarité par le sous-emploi, ils deviennent des cibles faciles pour les recruteurs des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) ou des différentes factions Maï-Maï (Reyntjens, 2018). Conscients de cette menace, les comités Néhémie déploient des stratégies de prévention ciblées, comme le souligne ce leader communautaire :

« Il ne se passe pas un mois sans que nous constations la disparition d'un jeune car les groupes armés les prennent de force pour les initier aux armes et à la destruction de nos

communautés. Depuis un certain temps, nous concentrons nos efforts sur la protection de nos jeunes gens, en les sensibilisant contre les menaces que constituent les groupes armés. » — Entretien individuel avec un membre du comité Néhémie, groupement de Kanyarutshinya, 2019.

Cette déclaration met en exergue le conflit d'appropriation de la force de travail et de l'engagement de la jeunesse entre les structures villageoises et les milices armées (Jacquemot, 2009). Ce dualisme est d'autant plus complexe que certains combattants ne sont pas des acteurs exogènes, mais des fils du terroir ayant rejoint le maquis sous couvert d'initiatives d'autodéfense communautaire, avant de se muer en prédateurs de leur propre entité. L'asymétrie sécuritaire est telle que l'armée régulière est fréquemment contrainte d'escorter les convois civils sur cet axe routier bordant le parc. Face à cette dynamique, les comités Néhémie ont développé une approche inédite et risquée : initier des canaux de négociation directe avec certains commandants de groupes armés afin de réclamer la démobilisation des mineurs et des jeunes recrutés de force :

« Nous sommes partis deux fois à la rencontre de ces hommes forts qui se cachent dans notre forêt. Nous savons que c'est risqué, mais nous ne pouvons pas ne pas essayer de voir si nous pouvons être compris et si ces gens-là peuvent nous libérer quelques jeunes. Donc, nous avons déjà eu la chance de faire libérer trois jeunes en six mois. C'était des adolescents. Mais face à la souffrance vécue, ces jeunes n'ont pas hésité à retourner lorsqu'ils ont entendu que nous étions partis les rechercher. » — Entretien individuel avec un membre du comité Néhémie, groupement de Kibumba, 2019.

Cette démarche empirique illustre l'impact, mais aussi les limites structurelles des initiatives locales de pacification. Si la légitimité et la notoriété coutumière ou religieuse des membres du comité permettent parfois d'infléchir des seigneurs de guerre — qui relâchent des enfants en signe de compromis ou de "bonne foi" (Baaz & Stern, 2008) —, le chaînon manquant demeure la réintégration socio-économique. En l'absence de programmes étatiques de prise en charge post-désengagement, ces jeunes se heurtent à nouveau au mur de la précarité, les exposant au risque permanent de ré enrôlement (Aembe & Dijkzeul, 2019).

2. La médiation informelle : cibler les commandants des groupes armés pour pacifier les villages

Un autre résultat majeur issu des discussions avec les leaders des comités Néhémie réside dans l'instauration de canaux de négociation informels et directs avec les commandants des groupes armés, y compris des officiers des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). Ces derniers utilisent la forêt dense du Parc National des Virunga comme sanctuaire et base arrière pour mener leurs exactions contre les populations riveraines. Les contacts initiaux s'établissent généralement de façon fortuite, par l'entremise d'acteurs intermédiaires qui gravitent autour des économies de guerre et des réseaux de contrebande connectant le parc aux villages (trafic de charbon de bois ou *makala*, commerce de viande de brousse). Ces passeurs, qui partagent des intérêts économiques tant avec les miliciens qu'avec les villageois, servent de passerelles de communication. Au sein des groupements de Kibumba et de Munigi, les comités Néhémie exploitent habilement ces réseaux d'intermédiation pour collecter des renseignements sur la chaîne de commandement des milices et émettre des vœux de rapprochement. Dépassant le simple recueil d'informations, des délégations des comités Néhémie ont pris le risque de suivre ces intermédiaires jusqu'aux quartiers généraux des rebelles, implantés dans les zones les plus enclavées du parc. Ces démarches visent à confronter directement les « commandants » face aux conséquences de leur activisme sur la vie quotidienne des civils. Lors de ces face-à-face, les leaders communautaires n'hésitent pas à aborder des sujets hautement sensibles : les incursions nocturnes, les pillages systématiques des récoltes et l'enrôlement forcé des adolescents. L'objectif est d'amener les chefs miliciens à consentir à une forme de pacte de non-agression tacite avec les villageois. Un membre du comité de Kibumba relate l'une de ces rencontres :

« Notre travail implique une prise de risque élevée et nous conduit dans des zones très difficiles d'accès, voire dangereuses, pour tenter de secourir nos jeunes intégrés de force dans les groupes armés. Nous sommes allés rencontrer un commandant nommé Poka, très loin dans cette forêt. Nous voulions discuter des problèmes qui asphyxient les villageois, notamment les pillages par des hommes armés non identifiés, les attaques ciblées et la captivité de nos enfants. Prendre la décision de s'enfoncer dans cette forêt s'apparentait à une démarche désespérée, mais nous n'avions plus d'autre choix. Il nous a demandé de le tenir informé de tout dérapage futur de ses hommes. » — Entretien individuel avec un leader religieux, membre du comité Néhémie, Kibumba, 2019.

En posant ces actes de diplomatie locale, les comités Néhémie tentent de pallier le vide sécuritaire provoqué par la défaillance des institutions régaliennes et l'absence d'organisations formelles de protection des droits de l'enfant dans ces zones de conflit. Leur stratégie repose sur la responsabilisation des commandants influents : en capitalisant sur les besoins de survie économique de la milice (qui dépend des marchés villageois pour s'approvisionner), ils cherchent à obtenir des garanties de sécurité.

À l'Est de la RDC, de nombreux groupes armés, souvent désignés sous le terme générique de « Maï-Maï », fondent historiquement leur légitimité sur l'incapacité de l'armée loyaliste à sécuriser les frontières ethniques (Baaz & Stern, 2008). Bien que ces milices se structurent autour de rhétoriques de protection communautaire (tribale ou ethnique) — prétendant défendre les intérêts des Kumu, Hunde, Nande ou Nyanga —, leurs motivations réelles dérivent fréquemment vers la prédation économique et le contrôle des ressources locales (Stearns, 2009 ; Stearns *et al.*, 2013). C'est précisément cette ambiguïté que les comités Néhémie exploitent pour négocier la paix au jour le jour.

3. Placer la lutte contre les violences sexuelles au cœur de l'action communautaire

Les comités Néhémie des trois groupements étudiés se positionnent comme des acteurs de premier plan dans la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), un axe stratégique fortement soutenu par l'organisation promotrice HEAL Africa. Cette dernière a développé une expertise internationale dans la réparation des fistules traumatiques et obstétricales, et s'emploie à transférer des compétences de protection vers les structures endogènes afin de briser le cycle de l'impunité (D'Errico *et al.*, 2010).

Pour structurer leur accompagnement auprès des survivantes, les comités Néhémie déploient une stratégie holistique articulée autour de trois piliers interconnectés :

- **La prise en charge médicale d'urgence**, via un système de référencement vers le centre de santé le plus proche ;

- **Le soutien psychosocial**, adossé à un réseau de « mamans conseillères » (généralement des femmes leaders ou des veuves expérimentées de la communauté) ;
- **L'accompagnement juridique**, mené en synergie avec les cliniques juridiques gérées par les ONG partenaires de la région.

Lors de nos investigations à Munigi, une femme leader au sein du comité a explicité la dynamique de libération de la parole : *« Depuis que je suis membre de ce groupe, je suis très fière du travail que nous accomplissons en faveur des survivantes de violences sexuelles. Nous avons répertorié plusieurs femmes dans notre communauté qui avaient subi des traitements inhumains et barbares, soit de la part des éléments des groupes armés, soit du fait de bandits locaux, souvent de nos fils égarés dans la toxicomanie. Nos campagnes de sensibilisation ont permis à de nombreuses victimes de sortir de l'anonymat et de briser le silence. Nous offrons une écoute attentive, puis nous les orientons vers les conseillères psychosociales ou directement vers le centre de santé pour les soins cliniques urgents. »* — Entretien individuel avec une animatrice psychosociale du comité Néhémie, Munigi, 2019.

Dans la même perspective, un autre responsable de Kibumba ajoute : *« Les femmes de notre milieu retrouvent une certaine sérénité depuis que nous nous investissons dans ce combat. Elles perçoivent nos actions comme la création d'une oasis de paix, car nous ne ménageons aucun effort pour que les auteurs de ces abus soient poursuivis par les instances compétentes et répondent de leurs actes. »* — Entretien individuel avec un membre du bureau du comité Néhémie, Kibumba, 2019.

Ces témoignages illustrent l'effort des comités pour contrer un fléau qui a durablement terni la réputation internationale de l'Est de la RDC, au point que la région a parfois été qualifiée par des acteurs humanitaires et politiques de « pire endroit au monde pour être une femme » comme cela avait déjà été rapporté ailleurs dans l'étude de Mertens, (2019) ou de « capitale mondiale du viol » (Pourtier, 2016).

Dans la perspective de l'anthropologie du développement, les animateurs des comités Néhémie ont compris que les violences sexuelles ne constituent pas seulement des tragédies individuelles, mais représentent un frein majeur au développement communautaire. À l'Est de la RDC, les femmes portent l'essentiel de l'économie de subsistance et de la cohésion des ménages (Slegh *et al.*, 2021). Par conséquent, ignorer les traumatismes et les menaces qui affectent la condition féminine équivaut, selon l'approche endogène du programme Néhémie, à condamner l'ensemble du tissu social à l'effondrement.

4. L'inclusion relationnelle du genre : réintégrer l'homme au centre de l'action communautaire

Un autre apport conceptuel et empirique majeur du programme Néhémie réside dans l'intérêt explicite accordé à la figure de l'homme au sein des initiatives de pacification villageoise. Au cours des deux dernières décennies, la majorité des interventions humanitaires orientées vers les ménages à l'Est de la RDC ont ciblé de manière exclusive les femmes et les enfants comme bénéficiaires primaires. Ce paradigme a souvent relégué l'homme à la périphérie de l'aide, ou l'a unilatéralement appréhendé comme la source unique des violences domestiques et des déséquilibres familiaux (Kelly *et al.*, 2011 ; Kelly *et al.*, 2012). Ces interventions, portées par des organisations non gouvernementales internationales, profitent des défaillances structurelles des institutions étatiques pour administrer le social, devenant ainsi, aux yeux des paysans, les véritables gestionnaires de la vie communautaire.

Les comités Néhémie figurent parmi les premières structures endogènes à avoir identifié la méfiance, voire la résistance passive des hommes face à ces projets de développement. En n'envisageant la vulnérabilité qu'à travers le prisme exclusif de la femme et de l'enfant, les dispositifs humanitaires classiques ont généré des biais d'exclusion. Les responsables des comités ont ainsi cherché à corriger ces asymétries en adoptant une approche intégrale et relationnelle du genre, comme le souligne ce cadre de concertation : « *Les hommes ont historiquement joué des rôles importants dans notre organisation sociale ; la tradition ancestrale les considérait comme les piliers du foyer. Aujourd'hui, les guerres récurrentes ont altéré cette perception, réduisant l'homme à la figure unique de combattant ou de moteur des violences faites aux femmes et aux enfants. L'appréhender sous cet angle exclusif et*

ignorer son rôle dans la résolution des crises familiales constitue une erreur stratégique majeure. Sans pour autant absoudre les hommes coupables de violences, nous unissons nos efforts pour garantir leur inclusion dans nos interventions, conscients que leur marginalisation fragilise toute issue pacifique. » — Entretien individuel avec un modérateur du comité Néhémie, groupement de Munigi, 2019.

En s'appuyant sur des référentiels culturels locaux, les comités Néhémie tentent de restructurer le dialogue intergénérationnel et conjugal. Cette démarche s'inscrit en faux contre les pratiques humanitaires standardisées qui, bien que fondées sur la réalité statistique de la victimisation féminine, ont involontairement exacerbé des sentiments de dépossession, d'inutilité et de ressentiment chez les hommes, les condamnant parfois à une forme d'exclusion sociale comme cela est décrit dans une étude de Lwambo (2013) à Rutshuru ainsi que celle de Hollander (2014) à Kiliba dans ce qui était jadis la sucrerie de Kiliba.

À l'Est de la RDC, des décennies de conflits armés et de crises systémiques ont profondément érodé le statut socio-économique des chefs de famille. Privés de leurs terres, incapables d'assurer la subsistance des leurs ou de garantir la sécurité du foyer, de nombreux hommes ont basculé dans l'oisiveté forcée et la clochardisation. Ce déni de rôle engendre une profonde crise identitaire, souvent verbalisée comme une perte de la masculinité. Ce phénomène fait écho à l'interjection poignante recueillie par Lwambo (2013) lors d'un focus group dans le territoire de Rutshuru : « *Avant la guerre, j'étais un homme !* ». Cette détresse identitaire s'accompagne fréquemment de traumatismes psychiatriques graves. Faute de structures de prise en charge adéquates, une part significative de cette population masculine souffre de troubles mentaux et de traumatismes post-guerre non résolus, devenant ainsi des usagers occasionnels des rares centres neuropsychiatriques de la région (Espinoza, 2016). Dans ce contexte, réintégrer les hommes dans les espaces de décision des comités Néhémie s'avère être une stratégie thérapeutique et sociale indispensable pour les revaloriser au sein d'une communauté qui tend à ne les associer qu'aux dynamiques criminelles ou miliciennes. Toutefois, les comités Néhémie veillent à maintenir un équilibre rigoureux au sein de leurs instances. La mixité systématique des réunions évite de reconduire le stéréotype patriarcal selon lequel « *seuls les efforts des hommes font progresser la société* », tout en évitant de

renforcer les rapports de domination existants. Ce modèle paritaire favorise l'émergence d'un climat de confiance et d'épanouissement mutuel, où la complémentarité des rôles est privilégiée : « *Nos interventions en matière de dialogue pour la paix et de cohabitation pacifique exigent l'inclusion simultanée des hommes et des femmes. L'objectif est que, dans chaque noyau villageois, les voix des deux genres s'expriment et produisent le même écho. De cette manière, les hommes ne peuvent pas se désolidariser des résolutions prises collectivement ; au contraire, leur implication valide et facilite le processus. Parallèlement, les femmes se sentent sécurisées : au sortir des séances, elles ne risquent plus d'être soupçonnées de comploter ou de s'organiser contre les hommes du village.* » — Entretien collectif, focus group mené avec les animateurs du comité Néhémie, Kibumba, 2019.

5. Les comités Néhémie comme vecteurs de résilience socio-économique et de développement endogène

Le dernier thème structurant issu de l'analyse de contenu concerne l'implication directe des comités Néhémie dans le co-développement et la reconstruction du tissu macro-économique local. Ces initiatives ciblent prioritairement les franges les plus marginalisées de la population de Nyiragongo, notamment les personnes déplacées internes fuyant les exactions dans les localités périphériques, les personnes vivant avec un handicap, les survivantes de violences sexuelles et les personnes âgées. Loin d'appréhender cette vulnérabilité comme un facteur d'inertie, les comités la mobilisent comme un levier d'action, comme l'explique ce membre du comité de Kibumba : « *Plusieurs personnes pensent que le développement est l'apanage exclusif d'acteurs stables jouissant d'une bonne assise socio-économique. Notre expérience prouve au contraire que le travail mené avec les plus vulnérables génère d'excellents résultats. Les individus qui ont tout perdu développent une résilience et une détermination qui les poussent à maximiser le temps présent.* » — Entretien individuel avec un animateur agricole du comité Néhémie, Kibumba, 2019.

Dans la même perspective, un autre leader met en exergue l'impact des mécanismes de micro-finance endogènes :

« Grâce aux modestes cotisations versées au sein des groupes solidaires que nous avons institués, les paysans accèdent progressivement à l'autosuffisance. Ils s'octroient mutuellement des micro-crédits pour financer des projets d'économie familiale, tels que le petit élevage, la scolarisation des enfants ou le commerce de subsistance. Depuis l'introduction des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) dans notre milieu, nous observons une transformation positive : nous n'attendons plus passivement les aides extérieures pour agir. Cette mobilisation en petits collectifs renforce l'entraide et la cohésion sociale. Nous avons compris que l'interdépendance économique est le socle de notre développement et de la paix. » — *Entretien individuel avec un membre du comité de gestion d'une AVEC, Munigi, 2019.*

Ces témoignages démontrent le rôle central joué par les comités Néhémie dans la reconfiguration économique post-conflit des paysanneries. En faisant preuve d'une agence locale (*agency*) remarquable, ces acteurs parviennent à dynamiser le tissu socio-économique villageois. Ce faisant, ils pallient non seulement les carences de l'État congolais, mais s'affranchissent également des conditionnalités complexes et parfois déconnectées imposées par les agences humanitaires internationales pour l'octroi de financements (Mihanda *et al.*, 2013).

Les champs communautaires évoqués remplissent une triple fonction analytique :

- **Un espace d'hybridation des savoirs :** Ils permettent aux paysans d'échanger sur leurs pratiques culturelles et de sélectionner les semences les plus résilientes. Ce processus combine les formations techniques dispensées par les ONG agricoles et les trajectoires empiriques d'une population majoritairement composée de déplacés internes, porteurs de savoir-faire issus de leurs terroirs d'origine.
- **Un mécanisme redistributif :** Ces espaces fonctionnent sous le mode de prêts rotatifs de parcelles, offrant une alternative transitoire aux ménages exclus de la propriété foncière.

- **Un levier de capitalisation** : Les excédents agricoles générés alimentent les caisses des AVEC, renforçant le pouvoir d'achat des ménages et consolidant leur autonomie financière.

IV. Discussion

Cette dynamique d'autonomisation relative permet aux populations de s'émanciper des agendas des ONG internationales qui, par une approche top-down, omettent parfois de s'aligner sur les priorités réelles exprimées par la base. Des biais similaires ont été documentés dans la littérature critique du développement, soulignant que les organisations exogènes poursuivent fréquemment des objectifs bureaucratiques non conformes aux besoins des bénéficiaires (Brinkerhoff & Brinkerhoff, 2004). De même, Rasmussen (2017), dans son analyse des effets de l'aide humanitaire au Malawi, a démontré que l'assistance externe peut générer des effets pervers de dépendance, incitant les communautés locales à développer des stratégies de contournement pour préserver leur souveraineté. Cette volonté de rupture avec l'asymétrie de l'aide est clairement théorisée par les acteurs de terrain : « Nous ne voulons plus dépendre du gouvernement ni des ONG. Nous nous mobilisons par nos propres moyens et les résultats sont palpables. Qu'ils choisissent de venir vers nous ou non, nous continuerons à avancer par nous-mêmes. » — *Entretien collectif, focus group mené avec les bénéficiaires des AVEC, Nyiragongo, 2019.*

Conclusion

Cette étude s'est donné pour objectif d'analyser l'impact et les dynamiques d'une initiative paysanne de pacification et de cohésion sociale portée par les « comités Néhémie » dans le territoire de Nyiragongo. Face à la persistance d'un climat d'insécurité chronique et à la fragmentation du tissu social par les conflits armés, ces leaders communautaires ont su formaliser des réponses endogènes résilientes. Comme le soutient une part importante de la littérature contemporaine sur la consolidation de la paix (*Peacebuilding*), les acteurs locaux détiennent un rôle pivot dans le dénouement des crises de proximité et l'ancrage durable de la paix. Les approches de pacification descendantes (*top-down*) révèlent structurellement

leurs limites en échouant à mobiliser les dynamiques de la base, qu'elles tendent à appréhender sous le prisme restrictif de la victimisation passive. À l'inverse, l'expérience des comités Néhémie démontre la capacité des communautés villageoises à orchestrer leur propre prise en charge et à générer des mécanismes d'autorégulation sécuritaire et socio-économique. Trois contributions majeures émergent de cette recherche :

- **L'institution du dialogue comme pratique de sécurité alternative** : En investissant à la fois les espaces domestiques et les cadres intercommunautaires, les comités ont substitué la délibération horizontale à la gestion martiale des conflits (régulation des litiges fonciers, négociation informelle pour la démobilisation des jeunes auprès des groupes armés).
- **L'intégration relationnelle du genre** : Au-delà de l'accompagnement holistique indispensable (médico-légal et psychosocial) des survivantes de violences sexuelles — axe majeur de la dénonciation de l'impunité —, les comités ont innové en réintégrant les hommes au centre de l'action. Cette déconstruction des stéréotypes liés à la « crise des masculinités » en contexte post-conflit offre un modèle paritaire propice à un climat de confiance partagée.
- **L'autonomisation face à la dépendance humanitaire** : À travers la création des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) et l'exploitation de champs communautaires rotatifs, les comités Néhémie ont posé les jalons d'un développement endogène. Ces micro-filières de production et de financement permettent non seulement de stabiliser l'économie des ménages vulnérables, mais elles agissent également comme un filet de sécurité préventif contre le désœuvrement et l'enrôlement de la jeunesse par les forces négatives.

En somme, à l'Est de la République Démocratique du Congo, et plus particulièrement dans la zone périurbaine de Goma, les comités Néhémie s'affirment comme des structures paysannes d'adaptation politique. En capitalisant sur la légitimité coutumière et associative, ils parviennent à pallier les carences régaliennes de l'État congolais tout en s'émancipant des injonctions technocratiques des ONG internationales. L'efficacité à long terme de ces structures endogènes reste toutefois tributaire de leur articulation future avec des politiques

publiques nationales de réintégration et de sécurisation structurelle, indispensables pour pérenniser ces îlots locaux de paix.

Références bibliographiques

Aembe, B., & Dijkzeul, D. (2019). *The challenges of demobilization and reintegration of child soldiers in the Democratic Republic of Congo*. Routledge.

Baaz, M. E., & Stern, M. (2008). Making sense of violence: Voices of soldiers in the Congo (DRC). *The Journal of Modern African Studies*, 46(1), 57–86.

Brabant, J., & Nzweve, J. L. (2013). *Gouvernance foncière et paix à l'Est de la RDC : Analyse des conflits fonciers dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo*. Éditions du CERUKI.

Brinkerhoff, D. W., & Brinkerhoff, J. M. (2004). Partnerships between international NGOs and local organizations: Shared interests and asymmetrical power. *International Review of Administrative Sciences*, 70(2), 253–270.

Chandler, D. (2015). Resilience and the "local turn" in peacebuilding: The limits of liberal peace. *International Peacekeeping*, 22(1), 1–17.

D'Errico, S., Wakabi, W., & Mukengere, P. (2010). Holistic care for survivors of sexual violence: The HEAL Africa model in the Democratic Republic of Congo. *Medicine, Conflict and Survival*, 26(4), 284–297.

Espinoza, M. (2016). Traumatismes de guerre et détresse neuropsychologique chez les populations civiles du Nord-Kivu. *Revue Francophone du Stress et du Trauma*, 16(2), 112–125.

Haer, R., & Böhmelt, T. (2016). The impact of child soldiering on rebel groups' fighting capacity. *Studies in Conflict & Terrorism*, 39(2), 152–173.

Hendriks, T., & Büscher, K. (2019). Insecurity and spatial politics around the Virunga National Park, Democratic Republic of Congo. *Geoforum*, 106, 204–213.

Hollander, J. A. (2014). Deconstructing the "perpetrator" label: Men, masculinities, and humanitarian exclusions in conflict zones. *Gender & Society*, 28(3), 412–435.

- Jacquemot, P. (2009). La jeunesse en République Démocratique du Congo : Entre exclusion sociale et enrôlement milicien. *Afrique Contemporaine*, 230(2), 45–61.
- Kelly, J. T., King-Close, A., & Vanrooyen, M. (2011). Sexual violence and the triage of humanitarian aid in the Democratic Republic of Congo. *Journal of Humanitarian Assistance*, 12(4), 89–104.
- Kelly, J. T., Mukengere, P., & Vanrooyen, M. (2012). The exclusion of men in gender-based violence interventions: Lessons from North Kivu. *Disasters*, 36(3), 445–463.
- Leonardsson, H., & Rudd, G. (2015). The local turn in peacebuilding: A literature review of effective local agency. *Third World Quarterly*, 36(5), 825–839.
- Lwambo, D. (2013). "Before the war, I was a man": Making sense of gender relations and masculinities in the eastern Democratic Republic of Congo. *International Journal of Conflict and Violence*, 7(1), 21–37.
- Mac Ginty, R., & Richmond, O. P. (2013). The local turn in peace building: A critical agenda for peace. *Third World Quarterly*, 34(5), 763–783.
- Mertens, C. (2019). The war on women or the war on data? Interrogating the "worst place to be a woman" narrative in the DRC. *International Feminist Journal of Politics*, 21(3), 385–407.
- Mihanda, J., Basebya, S., & Musinde, P. (2013). *L'impossible autonomie ? Analyse critique des conditionnalités humanitaires à l'Est de la RDC*. Presses Universitaires du Kivu.
- Mushagalusa, C. (2013). Conflits fonciers et dynamiques d'accaparement des terres dans le territoire de Nyiragongo. *Cahiers du CERPRU*, 19, 67–84.
- Pottek, S. (2018). Dynamics of violence and agrarian resilience around the Virunga forest. *Development and Change*, 49(4), 1021–1044.
- Pourtier, R. (2016). *La République Démocratique du Congo : Géopolitique d'un géant fragmenté*. Armand Colin.
- Rasmussen, M. (2017). Perverse effects of humanitarian aid: Autonomy and resistance among Malawian peasants. *Development Policy Review*, 35(2), 189–205.
- Reyntjens, F. (2018). *From genocide to continental war: The "Congolese" conflict and the crisis of contemporary Africa*. Cambridge University Press.

Slegh, C., Barker, G., & Ndikumana, A. (2021). Gender dynamics, agricultural labor, and household resilience in the Great Lakes Region. *Culture, Society and Masculinities*, 13(1), 45–62.

Stearns, J. (2009). *Laurent Nkunda and the National Congress for the Defense of the People (CNDP)*. Usalama Project, Rift Valley Institute.

Stearns, J., Verweijen, J., & Baaz, M. E. (2013). *The National Army and armed groups in the eastern Congo: Untangling the pastoral identity and economic drivers*. Rift Valley Institute.

Vinckel, M. (2016). *Guerre et terre au Nord-Kivu : Sociologie des conflits d'usage entre éleveurs et agriculteurs*. L'Harmattan.

Vircoulon, T., & Liégeois, M. (2012). Les illusions de la réforme du secteur de sécurité en RDC : Entre impasse politique et bricolage humanitaire. *Afrique Contemporaine*, 241(1), 87–102.

